

Editorial

TRADERS, PREDATEURS

Ils sont partout à la fois et pourtant insaisissables. Ils frappent quand ils veulent, où ils veulent, comme ils veulent. Ils disposent d'une multitude d'armes et savent s'en servir. Leur action criminelle est dévastatrice et frappe sans discernement hommes, femmes et enfants, peu importe leur origine ethnique, leur confession religieuse, leurs opinions politiques. Elle dépasse même de très loin le palmarès des pires tueurs dont la chronique judiciaire rappelle les noms de temps à autre. Car eux savent manipuler les masses et jeter les peuples les uns contre les autres afin de tester les dernières inventions mortelles nées de leur cerveau malade. Pourtant, les hécatombes se succèdent et l'impunité triomphe. Il faut dire qu'ils n'agissent pas au hasard ni sans raison. Ils appartiennent au cercle restreint du crime organisé. Côte à côte, les obsédés du pouvoir et les maniaques des chiffres agissent de concert ; le rôle des uns et des autres est complémentaire et chacun sait se protéger, isolément et mutuellement, afin de n'être jamais inquiété. Leur capacité de nuisance est illimitée. La peur, la détresse, la rage qu'ils plantent dans le cœur de milliards de personnes, ne remontent jamais jusqu'à eux. Car ils savent distraire par quelques drogues – religions, télévision – leurs victimes. Ce sont les ennemis publics numéro 1. Et malgré les rodomontades des candidats à la moralisation du capitalisme ou à l'assainissement de l'État, rien n'y fait : ces deux derniers courent toujours.

LA VIE EST BELLE, LE SOLEIL BRILLE. Sarkozy s'envole dans les cieux nébuleux de l'enfumage en déclarant : « Les chiffres de ce soir [25 mars 2012] manifesteront une amélioration de la situation avec une baisse tendancielle de l'augmentation du nombre de chômeurs. Cette augmentation sera assez modérée. » Grotesque et pathétiquement révélateur d'un système en déroute. Au moins la grammaire n'est pas massacrée, comme si souvent avec le leader du Sarkozystan. Il tente d'endormir ses interlocuteurs en employant de telles formules : on appelle cela la sarkolepsie. D'ailleurs, la potion marche relativement bien. Et pendant qu'il promet, au cours d'une campagne électorale malsaine, de « moraliser » la finance, les pontes de ce secteur, lesquels ont toujours plusieurs coups d'avance, inventent de nouveaux moyens de nous asservir davantage.

Les opérations de bourse étant entièrement électroniques, plus le dispositif technique (ordinateurs, réseaux, câbles de transmission, etc.) est performant, plus rapides sont les transactions et les échanges, plus importants seront les profits. C'est pourquoi les démiurges de la City de Londres (la place financière de Grande-Bretagne), constatant que le temps de transmission d'un ordre de bourse entre Londres et la bourse de Tokyo est d'environ 230 millisecondes – je répète : 230 millisecondes ! –, sont en train de mettre en place des réseaux câblés plus courts que ceux qui existent déjà afin que les ordres s'effectuent à des vitesses encore plus rapides (170 millisecondes !), garantissant des gains encore plus faramineux. Trois projets de dépose de câbles sous-marins sont en lice, entre 2013 et 2015 (Arctic Fiber, Arctic Link et Polarnet), lesquels traverseront notamment l'Arctique¹. Les coûts sont estimés entre 1 et 2 milliards de dollars.

L'indécence de ces travaux est triple, à cause : 1) de la raison d'être du projet ; 2) des dépenses occasionnées (ces investissements seront remboursés sur le dos de qui ?) ; 3) de la démonstration que l'Arctique va assurément devenir une zone où l'exploitation des ressources (minérales, pétrolières, etc.) ne résistera pas longtemps aux appétits des industriels et des États. Cela concerne notamment l'exploitation des hydrocarbures off-shore. La hausse tendancielle des températures locales permet d'ailleurs un accès facilité à ces zones par les supertankers, en ouvrant des voies navigables jadis inaccessibles (quel formidable résumé des ruses du capi-



talisme...), mais la dislocation plus aléatoire de la banquise qui résulte du dérèglement climatique rend plus contraignante l'exploitation de plates-formes offshore ; cependant, des techniques ont été mises au point ces dernières années pour remorquer et parquer les icebergs. Ne resteraient donc à l'avenir que quelques verrous juridiques issus des traités internationaux à faire sauter – ce qui ne sera sans doute pas longtemps un obstacle en un temps où le pétrole du Moyen-Orient devient de plus en plus cher. On sait par exemple que la Russie, aux mains du dictateur Poutine, envisage une militarisation de son littoral arctique. Toujours est-il que la première étape d'une industrialisation de l'Arctique passe par la mise en place d'équipements de communication, parmi lesquels ces câbles sous-marins évoqués plus haut. Le capitalisme a des coups d'avance, vous dis-je.

Marc Silberstein

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

1. Jeff Hecht, « Fibre optics to connect Japan to the UK – via the Arctic », *New Scientist*, n° 2856, 17 mars 2012.

Merveilleux monde du travail

Les salariés de plus en plus surveillés

La surveillance au travail, une vieille histoire

L'idée du panoptique, sorte de prison modèle, permettant l'observation permanente des faits et gestes des détenus, imaginée par Jeremy Bentham, philosophe, juriste et réformateur britannique dérive de plans d'usine ! En effet, l'œil au centre du fronton de la Saline royale imaginée par Claude-Nicolas Ledoux était déjà dans la logique du panoptique, mise au point pour une surveillance et une coordination efficace des ouvriers. Son objectif théorique était de simplifier la prise en charge d'un grand nombre d'hommes. Si le panoptique ne vit pas le jour du vivant de Bentham, le philosophe Michel Foucault y voyait plus tard, dans son incontournable ouvrage *Surveiller et Punir*, une technique moderne d'observation transcendant l'école, l'usine, et l'armée. Aujourd'hui, la technologie ayant tellement évolué, les entreprises utilisent des méthodes beaucoup plus discrètes de surveillance et de flicage à tous les étages...

Mais, que fait la Cnil ?

En 2011, la Cnil, institution indépendante chargée de veiller au respect de la vie privée et des libertés, a reçu environ 6 000 plaintes, dont environ un quart concernait la surveillance au travail (soit un doublement sur trois ans). Entre 2010 et 2011, les plaintes liées à ces dispositifs ont également augmenté de 13 %. Au cours de la même période, les plaintes liées à l'accès aux dossiers personnels constitués par les employeurs sur leurs salariés ont augmenté de 20 %, ce qui n'est pas anodin. Selon le secrétaire général de la commission, « avec les nouvelles technologies, les moyens de surveillance deviennent très accessibles, donc la surveillance se développe. D'autant que la mise en œuvre de tels dispositifs sur les lieux de travail n'est pas par principe illégale ». En matière de surveillance au travail, la marge de manœuvre laissée à la Cnil consiste à s'assurer que les dispositifs de vidéosurveillance ne remettent pas en cause la liberté des salariés. C'est-à-dire, en filmant des vestiaires, des locaux syndicaux, ou encore en surveillant de façon constante des salariés sans que cela soit justifié. Face à ces dispositions, on voit donc de plus en plus de mouchards placés par les entreprises dans les ordinateurs, ou le développement de la géolocalisation des salariés par leur smartphone.



Huit caméras pour huit salariés !

Naturellement, les grandes entreprises profitent des moyens modernes de surveillance, mais elles doivent aujourd'hui le faire avec une certaine parcimonie. Pour en avoir abusé, Ikea s'est fait remarquer récemment. Mais, dans ce cas de figure, la direction avait choisi le recours à des enquêteurs privés pour obtenir des renseignements sur certains salariés et clients. Cependant, quel que soit le moyen plus moderne utilisé, l'employeur doit justifier d'un intérêt légitime à l'utilisation de la vidéosurveillance, de la géolocalisation, à l'usage de badges, de fichiers ou encore de la cybersurveillance (enregistrement des conversations, filtrage des sites, logiciels mouchards). En cas de plainte liée au travail, la Cnil sollicite l'entreprise pour lui demander de se conformer à la loi informatique et libertés et peut effectuer des contrôles inopinés sur place. Avec une vingtaine d'agents chargés des contrôles, elle en réalise aujourd'hui environ 400 par an, contre seulement 30 en 2004. Récemment, la commission a ainsi mis en demeure publiquement une société toulousaine qui avait installé huit caméras... pour huit salariés !

Patrons tricheurs

Les dérives observées par la Cnil peuvent prendre différentes formes. Décathlon, la Macif ou encore Capgemini avaient eu recours au fichage des salariés avec des commentaires individuels codés tels que « individualiste », « sournois », « cas social ». Dans la majorité des cas, les documents sont le plus souvent découverts par hasard, mais il est même arrivé qu'ils soient envoyés par erreur aux personnes concernées à la suite d'une manipulation informatique erronée ! De plus, la Cnil rappelle que la plupart des employeurs ignorent souvent que les salariés ont le droit de demander l'accès aux informations les concernant, mais les salariés, eux, commencent à le savoir. En cas de plainte, la commission peut effectuer des contrôles et imposer des sanctions financières. Mais l'arme la plus redoutée par les entreprises est la publicité. Ce fut le cas de l'entreprise de soutien scolaire Acadomia qui, en 2010, en a fait les frais, en recevant un avertissement public pour un fichier particulièrement odieux, classant autant les enseignants que les parents et élèves sous des vocables tels que « gros con », « saloperie de gamin », ou encore « Parisien frustré ». *Le Monde libertaire* s'en était fait l'écho à l'époque.

Les entreprises s'adaptent

Cependant, toujours selon le rapport de la Cnil, avec l'influence des cas médiatisés, les entreprises sont de plus en plus vigilantes sur une législation « très bien encadrée ». Certaines, dans le doute, se mettent en conformité légale. Mais, parallèlement, un chercheur du CNRS souligne un phénomène beaucoup plus insidieux : « Avec les smartphones notamment, les gens sont de plus en plus sous la surveillance électronique. » En effet, ces outils, souvent appréciés des salariés, permettent aux employeurs de suivre tous leurs déplacements, même si, en principe, il est interdit par la loi de géolocaliser des salariés qui ont une liberté d'organisation dans leur travail. Mais comme c'est le cas pour les entreprises polluantes, souvent les patrons préfèrent passer outre les lois et payer des amendes.

Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Sus aux lois scélérates

APRÈS LA MORT DU RESPONSABLE des tueries de Toulouse et de Montauban, la récupération politicienne ne chôme pas pour diffuser son modèle autoritaire. Sarkozy annonce, jeudi 22 mars, un énième renforcement de sa politique répressive sur fond d'«antiterrorisme». Sauf qu'il ne s'agit plus d'un replâtrage, mais ni plus ni moins que d'inscrire dans le code pénal la consultation de sites «extrémistes».

Cette proposition, si elle était votée par le Parlement et validée par le Conseil constitutionnel, instituerait de fait une surveillance généralisée des internautes (sites internet visités, fréquence); soit par l'État, soit par les fournisseurs d'accès, ce qui reviendrait au même. Bref, le flicage total, à faire passer Big Brother (déjà très jaloux) pour un petit joueur.

Sans compter que la condamnation ne porterait plus sur des faits terroristes, mais sur une intentionnalité présumée. Une personne soucieuse des libertés et qui, par exemple, surveillerait régulièrement un site promouvant la haine, pourrait ainsi être condamnée, sans parler des journalistes indépendants.

Jamais un État dit «démocratique» n'a fait adopter une telle loi. La mesure existe certes déjà dans le cadre de la répression de la pédophilie, mais cette disposition n'intervient qu'après coup, souvent par analyse de l'historique de navigation trouvé sur un ordinateur saisi. Ces déclarations sont donc extrêmement graves.

De plus, le flou délibéré des termes employés est pour le moins inquiétant en termes de possibilités répressives: «*Désormais, toute personne qui consultera des sites internet qui font l'apologie du terrorisme ou qui appellent à la haine et la violence sera punie pénalement.*»

Sarkozy ne risquerait-il pas de tomber sous le coup de ses propres imprécations contre la «haine», avec ses propos sur la «viande halal», sur le «trop d'étrangers»? Sans parler de son inénarrable ministre Guéant et de sa petite musique sur la «*délinquance roumaine*» ou «*l'inégalité des civilisations*»... Quant à la «violence», nul n'ignore qui en détient actuellement le monopole écrasant. Qui est légalement armé dans ce pays, perpétrant ici ou ailleurs des violences à l'égard des populations? Que dire de l'enfermement et des expulsions, par dizaines de milliers, de personnes dont le seul tort est d'être nées pauvres? Un chef de l'État donnant des leçons sur la «violence», c'est une sinistre farce.

«*Toute personne se rendant à l'étranger pour y suivre des travaux d'endoctrinement à des idéologies conduisant au terrorisme sera puni pénalement.*»

Qu'est-ce que le terrorisme? Ce terme a toujours aussi désigné les adversaires du pouvoir; c'était le mot employé par Vichy contre



les résistants... S'il s'agit de recourir à la violence et à la peur pour imposer une vision par la force, on peut d'ailleurs tout aussi bien dire que l'État, ou encore le capitalisme sont des systèmes sociaux terroristes à l'échelle de la planète. Jamais, en effet, une institution n'aura perpétré, à travers toute l'histoire, autant de morts dans le monde que l'État, et de façon si systémique. En dehors même des guerres atroces que ses crises ont provoquées, le capitalisme est fondé sur les postulats de la compétition généralisée de tous contre tous, sur le profit et l'exploitation institutionnalisés par le salariat, ayant pour conséquences misère et chômage structurels et de masse, mutilations, suicides et morts au travail. Et surtout, rareté instituée des marchandises par le prix et la spéculation, c'est-à-dire la privation délibérée d'une partie de la population mondiale quant à l'accès aux richesses qui existent pourtant suffisamment pour tous. Ce qui condamne des dizaines de millions de gens chaque année à mourir de faim à travers toute la planète, et près d'un milliard de personnes à être en sous-nutrition, quand la planète produit de quoi nourrir deux fois l'humanité toute entière. Ainsi, si Sarkozy se déplace pour rencontrer ses homologues et faire appliquer les désastreuses préconisations du FMI et des banques à des pays entiers, ne tombe-t-il pas sous le coup de ses déclarations sur les «voyages» pour «travaux d'endoctrinement»?

«*Avec le Premier ministre (François Fillon), j'ai demandé au garde des Sceaux (ministre de la Justice) de mener une réflexion approfondie sur la propagation de ces idéologies dans le milieu carcéral.*» On touche là aux sommets de l'ignominie. Qui

n'a eu de cesse, toutes ces dernières années, au mépris de toute dignité humaine, d'entasser toujours plus de pauvres dans ces mouroirs que sont les prisons françaises si sinistrement réputées en Europe, où peines longues, isolement, humiliations et sévices imposés par l'arbitraire de l'administration pénitentiaire, sont le lot de dizaines de milliers de prisonniers? Sans parler de l'arsenal judiciaire répressif des peines planchers, de la détention préventive, de la répression des mineurs, etc. Quelle politique honteuse mène aujourd'hui tant de taulards au désespoir, à la folie, à la haine, sinon à la mort?

«*La propagation et l'apologie d'idéologies extrémistes seront réprimées par un délit figurant dans le Code pénal, avec les moyens qui sont déjà ceux de la lutte antiterroriste.*»

On touche là au ponpon du flou répressif tous azimuts. Qu'est-ce qu'une idéologie «extrémiste»? Sarkozy comparait, au salon de l'agriculture en 2011, les affiches gentillettes de France-Nature-Environnement aux dérives des extrémistes islamistes. Du coup, cette annonce peut sans nul doute s'appliquer à nombre de personnes, notamment militantes politiques et associatives (Hollande lui-même n'a-t-il pas été critiqué par Sarkozy pour vouloir une «épuration»?) Sans nul doute, en bonne place déjà dans le collimateur, les anarchistes, et plus largement les révolutionnaires. Le simple fait de dénoncer les violences institutionnalisées que sont patriarcat, État et capitalisme, et de défendre la réappropriation sociale des décisions, a toujours conduit à la répression. On le sait, la dénonciation de la propriété privée – sanctifiée par les droits de l'homme riche – constitue un crime impardonnable pour la bourgeoisie et ses défenseurs zélés.

Sans nul doute, si ces annonces étaient appliquées dans les termes aujourd'hui prononcés, il s'agirait non seulement d'un retour aux lois scélérates, mais d'un basculement dans une dictature de type fasciste.

Pour en revenir au tueur de Toulouse et de Montauban, il est évident pour nous que le fascisme, pas plus hier qu'aujourd'hui, ne peut se combattre par le recours à la répression d'État. L'État secrète lui-même, de par sa nature toujours plus autoritaire, la discrimination et la haine, la misère de l'exploitation, la violence instituée. C'est par la lutte pied à pied, au quotidien, contre les violences institutionnelles, et par la solidarité, que nous ferons reculer le fascisme. Et ce qui le nourrit.

Juanito

Groupe Pavillon noir
de la Fédération anarchiste

Nantes dit non à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes

DEPUIS LE DÉBUT DES ANNÉES SOIXANTE-DIX, Notre-Dame-des-Landes et ses alentours font l'objet de convoitises à peine voilées de la part de politiciens et de grands groupes industriels. La raison ? Un projet de construction d'un nouvel aéroport international, destiné à faire de Nantes et sa métropole une zone économique de premier plan.

À qui profite le crime ?

Destruction d'un bocage entier miraculeusement préservé, expropriations de terres agricoles, extorsion de l'argent public, propagande mensongère, répression féroce des opposants : les promoteurs de l'aéroport, Ayrault et Vinci en tête, ne reculent devant rien pour imposer ce projet pharaonique et destructeur. La construction de cet aéroport répond en réalité à un objectif très précis : permettre à la métropole nantaise de se développer et d'engloutir sous sa coupe des villes comme Rennes et Saint-Nazaire, en détruisant et en réorganisant les territoires pour les soumettre au rythme du marché. Cette « métropolisation » est indispensable pour cerner les enjeux politiques et économiques qui découlent de ce projet.

Plus qu'un simple caprice politique pour les socialistes au pouvoir, il révèle très clairement la conception que se font les élus du pouvoir politique, en imposant à toute une population un mode de vie au rythme du profit et de la marchandise. Cette décision politique est donc inséparable des enjeux économiques qui se cachent derrière cet aéroport, avec tout le marché qui s'offre aux bétonneurs et aux compagnies aériennes.

Reflète d'un modèle économique au service de la classe dominante, ce nouvel aéroport est inutile et nuisible pour une grande partie de la population (les exploités) mais il est au contraire très utile pour le capitalisme en lui permettant d'étendre sa capacité de nuisance.

La résistance s'organise

Face aux élus locaux, aux bétonneurs zélés, aux médias serviles, aux larbins de l'État (flics, bidasses), la manifestation du 24 mars devait représenter un moment décisif dans la lutte contre cet aéroport.

La ville souhaite s'installer à la campagne ? Alors c'est la campagne qui s'installera à la ville ! Plus de 200 tracteurs étaient présents dans les rues de Nantes pour montrer, si besoin il en était, la détermination des paysans contre le saccage de leurs terres. Au milieu de la manifestation, on pouvait également apercevoir des chèvres, des vaches ou des chevaux. La réappropriation de la ville est en marche.

Alors que certains partis politiques n'hésitent pas à se compromettre avec les socialistes locaux pour quelques sièges bien confortables ont eu le culot de venir pointer le bout de leur nez, les organisations libertaires (AL, CNT, FA, No Pasaran, OCL, OLS) avaient organisé un cortège anticapitaliste, pour rappeler que le combat contre l'aéroport est avant tout un combat contre ce système capitaliste. Actif, festif, offensif et déterminé : le cortège marque son passage de son empreinte avec des tags, des jets de peinture et des pochoirs créatifs. La permanence du député écologiste François De Rugy, fossoyeur acharné de la lutte, en a d'ailleurs fait les frais. Les bâtiments officiels et privés (banques, agences immobilières, etc.), lorsqu'ils n'étaient pas quadrillés par la flicaille, ont eux aussi été joyeusement redécorés. Quelques brigades de clowns ont également participé à rendre cette manifestation joyeuse et festive. Après le défilé, tous les manifestants se sont retrouvés sur le cours des 50 otages pour continuer l'installation du bocage en centre-ville et continuer la réappropriation de l'espace public.

Oui à « l'arrêt aux porcs » !

Dès les premières minutes, il était facile de remarquer l'hyperprésence policière autour du cortège et l'hélicoptère qui volait au-dessus de nous. Sans compter les nombreuses caméras de vidéo-surveillance situées sur le parcours de la manifestation pour fliquer et fichier les manifestants. La préfecture, relayée par les médias, avait déjà annoncé la couleur : plus de 1 500 pandores mobilisés, aidés de canons à eau, pour parer à d'éventuels « débordements » de plusieurs « centaines d'anarchistes venus d'autres régions » (sic). Avant la manifestation, la ZAD1 (zone à défendre) était déjà sous haute surveillance policière. Ce dispositif policier, exceptionnel à Nantes et largement annoncé avant la manifestation, avait d'abord pour effet d'installer un climat de peur chez les opposants et, éventuellement, dissuader la population de se joindre à la protestation. Objectif raté, puisque ce sont plus de 10 000 personnes (et animaux !) qui ont battu le pavé ce 24 mars.

En fin de manifestation, alors que l'Acipa2 et la police avaient appelé à la dispersion, des centaines de manifestants et passants ont décidé de rester sur place pour continuer la « fête ». Cette réappropriation de l'espace public ne fut pas vraiment du goût de la flicaille et de la mairie socialiste, qui voulaient effacer le plus rapidement possible toute trace de lutte et de résistance. Pendant la charge des flics, plusieurs interpellations ont eu lieu. Moins de quarante-huit heures après les faits, deux personnes arrê-



tées sont passées en comparution immédiate au palais de justice de Nantes : deux mois de prison avec sursis chacun avec, en prime, des amendes et des dommages et intérêts à payer.

Et après ?

Alors que l'agitation politicienne a montré à de nombreuses reprises son incapacité à faire annuler ce projet d'aéroport, il est absolument nécessaire de construire la lutte en dehors des élections et des partis politiques. Si cet aspect peut paraître évident pour des anarchistes, il l'est beaucoup moins pour une partie des opposants qui ont encore quelques espoirs dans les futures échéances électorales.

On voit, aussi, que la logique des grands travaux inutiles ne s'arrête pas à Notre-Dame-des-Landes : gare gigantesque à Stuttgart, tunnel sous les Alpes pour la LGV Lyon-Turin, développement du nucléaire en France, nouvelles lignes THT, exploitation du gaz de schiste, etc. Des anti-THT, des antinucléaires et des camarades italiens du Val-de-Susa (anti-LGV) ont d'ailleurs fait le déplacement à Nantes, le 24 mars.

Multiplier les alternatives autogestionnaires, en occupant les maisons expropriées ou en exploitant les terres cultivables, et créer des espaces ou des moments de résistance est essentiel si l'on veut se réapproprier ces espaces que le capitalisme veut nous enlever et ralentir l'avancée du projet. Toutefois, face à la violence et à la détermination de l'État, il est probable que cela ne soit pas suffisant. Fort du succès de cette mobilisation, l'enjeu est maintenant d'élargir notre lutte, de la lier aux autres luttes contre les grands travaux destructeurs pour les inclure dans un cadre plus global de lutte contre le système capitaliste.

Dadou

Groupe de Nantes
de la Fédération anarchiste

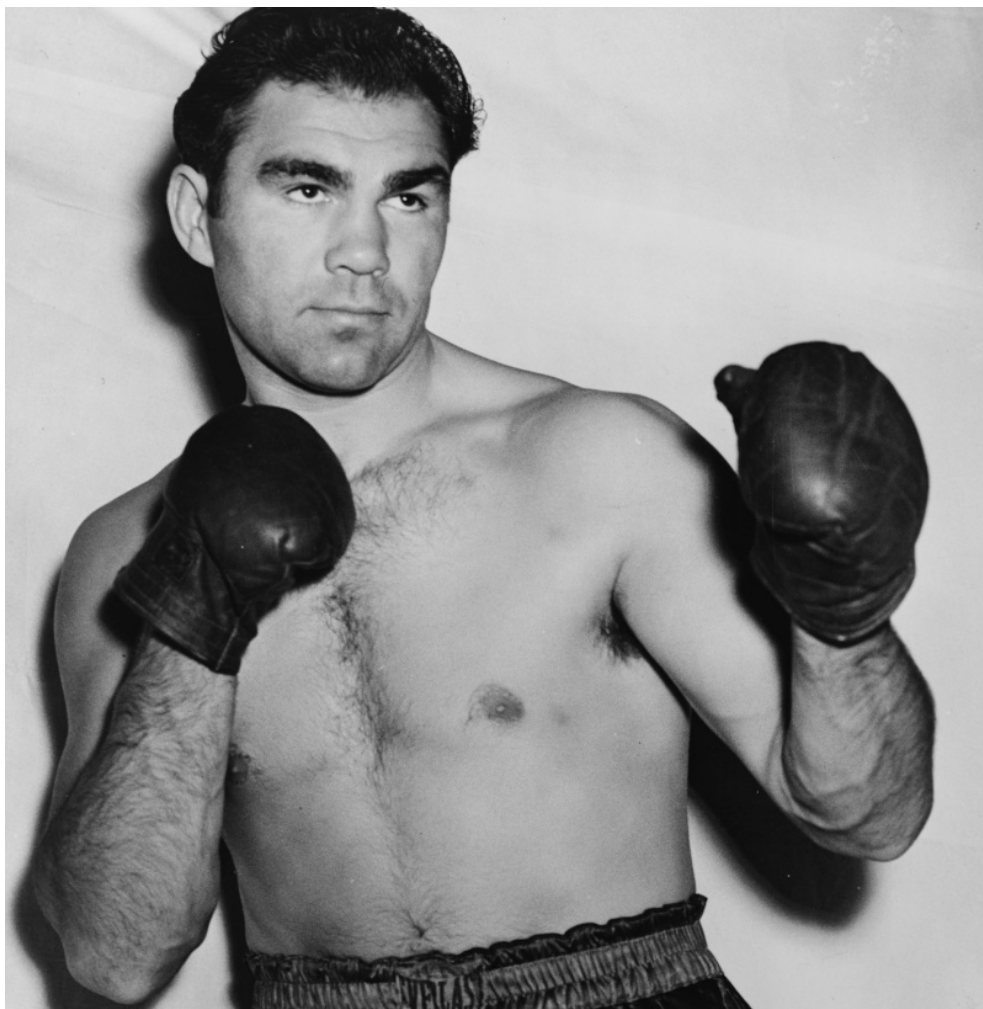
Nouvelles des fronts

« De défaites en défaites, jusqu'à la victoire finale. »
Victor Serge

MOIS DE LA VOYOUCRATIE PATRONALE : Ikea flique son personnel et ses clients, Michelin fraude la sécu en camouflant les accidents du travail, Air Méditerranée délocalise et propose à ses salariés d'aller travailler en Grèce pour 900 euros par mois. Le patron de l'hôtel Mariotte, qui va fermer deux ans pour travaux, promet un accompagnement aux 365 membres du personnel, probablement vers la porte. Que fait Sarko dont le bistrot préféré a été occupé par une bande de désœuvrés et de lève-tard? La Poste, malgré trois suicides en trois mois, refuse de renégocier son plan de réorganisation du travail qui, au-delà de la mort de quelques-uns, a permis de supprimer plus de 10 000 emplois sur deux ans. *Idem* pour le patron-État qui maltraite ses inspecteurs du travail à coup d'objectifs chiffrés et en a poussé deux outre-tombe. Deux morts dans le sucre en poudre lors d'opération de maintenance dans un silo chez Cristal Union à Bazancourt dans la Marne : maintenance au moindre coût, maintenance de mort.

Quant au dégraissage, il continue sévère. Adecco confirme 500 licenciements de CDI : la vente de bétail humain, ça eut payé. Chez Caddie, en Alsace, 500 emplois dans la mauvaise charrette; Sernam ex-SCNF, 1 600 emplois menacés, rachat possible par une filiale de la SNCF, Géodis qui en reprendrait 826, allez y comprendre quelque chose. Chez PSA Aulnay, en région parisienne, on va baisser le rideau : 3 300 emplois en carafe; Albany (textile) en Haute-Vienne, 130 emplois, le patron séquestre les machines, on aura tout vu. Un voyou qui aurait peur de l'autogestion ou du luddisme? À Cannes, 115 salariés de chez AnsaldoBreda, sous-traitant de la RATP, liquidés et fermeture de l'usine à la clé. Après la Fnac, c'est Virgin le mégastore de la distribution culturelle qui annonce la fermeture de plusieurs magasins. Quant à Alcatel, après plusieurs milliers de suppressions de postes, il gèle les salaires pour 2012.

Sur le front des luttes, le calme de la campagne électorale et la censure des nouveaux chiens de garde apaisent le paysage revendicatif. Grève et réquisitions des personnels aux urgences des hôpitaux de Paris (APHP). Grève pour la dignité des patients entassés dans les couloirs, sans draps, victimes de longues attentes, faute de personnels et de moyens mais aussi par la surcharge des services par tous ceux qui n'ont plus les moyens de recourir à la médecine de ville. Chez Renault, à Cléon, mouvement pour les



salaires, grève à répétition des inspecteurs du permis de conduire éconduits, mais surtout belle et grande grève des éboueurs lyonnais contre la privatisation orchestrée par la mairie PS de la ville (soutien à Hollande comme il se doit). Répression pour insoumission : le syndicat CFDT Maritime Nord, où adhéraient les salariés de SeaFrance, est exclu de la CFDT. Chère que entretient la tradition de sa « maison Maire ».

Dans le voisinage, l'Espagne s'enfoncé dans la misère avec 25 % de chômeurs. Grande manifestation aussi là-bas, sans beaucoup d'effets comme en France pour les retraités ou en Grèce pour la « dette ». Manif' contre la réforme du travail qui vise à flexibiliser encore plus le marché du travail espagnol. Ou comment rendre élastique un élastique. Manifestation sans prise verbale mélanchonienne de la Bastille qui, de fait, ne sert pas à grand-chose hormis à dédouaner les organisations syndicales socialement partenaires et les bateleurs populistes. En Italie, Fiat, qui annonce être en surproduction

de 20 % avec les conséquences que l'on peut imaginer, a dû fermer trois usines à cause de la grève des camionneurs. Du stock en moins. En Allemagne, nouvelle grève des aiguilleurs du ciel à Francfort au moment où Lufthansa prévoit de réduire les effectifs dans ses services administratifs et dans son encadrement. Schlecker, chaîne de droguerie, fermera 2 400 magasins sur un total de 5 400, 12 000 emplois seront récurés jusqu'au sang. Au Portugal, nouvelle grève générale ponctuelle contre la misère, toujours sans débouchés, il va bien falloir trouver d'autres moyens d'action, là-bas, ici, ailleurs.

Comme à l'accoutumée, les élections vont passer, les maroquins se distribuer. Les illusions se perdent et les problèmes rester sans solution. Sans solution tant que nous n'aurons pas relevé nos manches.

Hugues

Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

Le **capitalisme** nous gonfle !

Samedi 31 mars, dans le cadre de la journée européenne d'action contre le capitalisme, la Fédération anarchiste a mené une action symbolique auprès de l'Autorité des marchés financiers, place de la Bourse à Paris (Ile). Alors que les agences de notation rythment la marche du capitalisme, alors que la loi du marché profite à une minorité de nantis, alors qu'une « crise » opportune justifie les politiques d'austérité qui arrachent aux peuples le peu gagné par la lutte, la Fédération anarchiste leur oppose le seul triple A qui signera l'émancipation de l'humanité toute entière : anarchie, amour, autogestion !



**Le chômage 
c'est la misère
le salariat c'est
l'exploitation !**

Fédération anarchiste rue Amelot 75011 Paris

Autocollant disponible à la **Librairie du Monde libertaire**, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Pour ceux n'habitant pas Paris, ils peuvent envoyer un chèque à l'ordre de « Publico » à l'adresse ci-dessus. 1,50 euros les 50 autocollants !

AGENDA

Vendredi 6 avril

Limoges (87)

20 heures. Conférence-débat sur le mandat impératif (une révolution dans les élections) avec Pierre-Henri Zaidman, maître de conférences à l'université Paris-Descartes. Organisé par le Cira-Limousin, avec le soutien du groupe libertaire limougeaud Le Cri du peuple, à l'auditorium de la Bibliothèque francophone multimédia, 2, place Aimé-Césaire.

Saint-Denis (93)

19h30. La Dionysversité, université populaire de Saint-Denis. Le Docu-Club, projection à prix libre. *Au prix du gaz de Karel Pairemaure (France 2005, 1 h 25)*. Châtelleraut, l'usine de sous-traitance automobile New Fabris vient d'être mise en liquidation judiciaire. Les ouvriers occupent l'usine. Les bouteilles de gaz sont dans l'usine. Tout est prévu pour que ça saute en l'absence d'accord. Rage et reconstruction... Au local de la Dionysversité, 4, Place Paul-Langevin à Saint-Denis. Métro ligne 13, station Basilique-de-Saint-Denis. Entrée libre. Contact: cira-limousin@free.fr

Samedi 7 avril

Metz (57)

Festival Bobinnes rebelles. 15 heures. Projection de *Escadron de la mort, école française*. 17 heures. Projection de *Les Roses noires*. 19 heures. Projection de *Le Monde selon Monsanto*. 21 heures. Projection de *La Stratégie du chaos*. Au café Jehanne-d'Arc.

Pont-en-Royans (38)

10 heures – 24 heures. Dans le cadre du Festival des émancipations populaires (7 au 15 avril), le groupe La Rue rôle de la Fédération anarchiste et l'association Batotopie vous invitent à une journée d'activités pour inaugurer le festival. Ateliers bricolage (10 heures pour adultes, 14 heures pour enfants) et cirque (14 heures). Soirée des arts

vivants à partir de 17h30 en présence de l'Utobus, la médiathèque sociale itinérante de La Rue rôle. Concert des Barrio Populo à partir de 21 heures. Préparation des repas à partir de 10 heures et 17 heures. Salle des fêtes. Prix libre. Contact: laruerale@no-log.org

Le Mans (72)

16 heures. Le groupe Lairial organise un café libertaire: «Association internationale des travailleurs (AIT)». Quatrième partie: «Le congrès de La Haye, septembre 1872, et la scission.» Exposé et débat. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Paris XI^e

16h30. La librairie vous invite à un après-midi autour de Georges Brassens. Avec Jean-Paul Liegeois qui a présenté et établi, entre autre, l'édition des ouvrages *Les chemins qui ne mènent pas à Rome, réflexions et maximes d'un libertaire* et *Oeuvres complètes* aux éditions du Cherche-Midi. Entrée libre. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

Dimanche 8 avril

Pont-en-Royans (38)

18 heures. Dans le cadre du Festival des émancipations populaires, le groupe La Rue rôle de la Fédération anarchiste et l'association Batotopie vous invitent à une projection-débat autour du film *Le travail est mort, vive le travail!*. Médiathèque La Halle. Prix libre. Contact: laruerale@no-log.org

Saint-Denis (93)

15 heures – 17 heures. La Dionysversité, université populaire de Saint-Denis. Les dimanches de la Dionysversité au musée de Saint-Denis. «L'anticolonialisme à la Belle Époque ou comment avoir raison contre le plus grand nombre.» Conférence-débat de Laurent Bihl, historien et spécialiste de l'image. Musée d'Art et d'Histoire de Saint-Denis,

22 bis, rue Gabriel-Péri. Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Jeudi 12 avril

Saint-Jean-en-Royans (26)

20h30. Dans le cadre du Festival des émancipations populaires, le groupe La Rue rôle de la Fédération anarchiste et l'association Batotopie vous invitent à une soirée de réflexion «pistes pour une autre économie». Comment envisager une autre économie que le capitalisme? Quels lieux, quels outils, quels moyens? Maison du Royans, 29, rue Pasteur. Contact: laruerale@no-log.org

Salon du livre libertaire

Vendredi 11 mai
de 14 heures à 21 heures
Samedi 12 mai
de 10 heures à 20 heures
Dimanche 13 mai
de 10 heures à 16 heures

Salon du livre libertaire organisé par La librairie du Monde libertaire et Radio libertaire. On pourra y rencontrer une centaine d'éditeurs et autant d'auteurs. Au programme également: des débats, des expositions, des lectures, des animations et un pays invité: la Suisse. Adresse: Espace d'animations des Blancs Manteaux, 48, rue Vieille-du-Temple. L'entrée est à prix libre.

Renseignements:

Salon du livre libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Tél.: 01 48 05 34 08.

Courriel: livrelibertaire2012 @ sfr. fr.

Sur internet:

<http://salonlivrelibertaire.radio-libertaire.org/>

COMMENT DIFFUSER LE MONDE LIBERTAIRE GRATUIT ?

Si vous souhaitez devenir diffuseur de ce Monde libertaire gratuit, à parution hebdomadaire, il vous suffit d'indiquer les quantités souhaitées à: administration-ml@federation-anarchiste.org et ce sera avec plaisir que nous vous enverrons les journaux à l'adresse que vous indiquerez (50 exemplaires minimum par commande).

QUI SOMMES-NOUS ?

La Fédération anarchiste

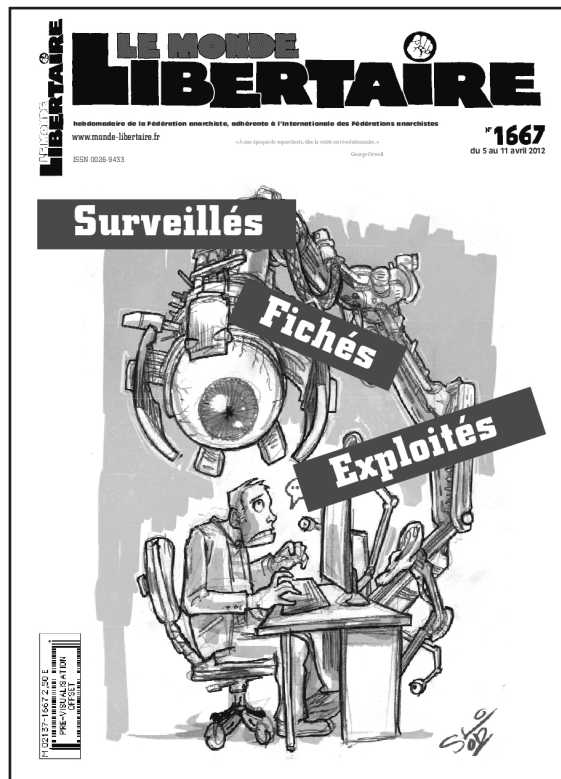
La Fédération anarchiste est un groupement de militants politiques organisé sur le principe du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) garantissant aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur demande). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation. Pas de hiérarchie, donc pas de chefs chez nous ! C'est à tous les militants et militantes qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeants/exécutants, la participation effective des militants et militantes aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité. Ces structures fédérales sont : le *Monde libertaire* hebdomadaire, Radio libertaire, hier parisienne, aujourd'hui planétaire, et la librairie du Monde libertaire, à Paris également. En dehors de ces œuvres fédérales, les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propre activité au niveau local.

Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique, sociale et politique; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour cela que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Qu'ils regardent autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire !

Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non pas de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité tout entière. Nous voulons construire une société libre sans classes ni État, sans patrie ni frontières, avec comme objectifs : l'émancipation des individus; l'égalité sociale, économique et politique; la liberté de création; la justice; l'éducation libertaire et permanente; l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion); la démocratie directe; une économie tournée vers la satisfaction des besoins; l'abolition du salariat; l'écologie; la libre union des individus ou des populations; la liberté d'expression; la libre circulation des individus. Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social fondé sur l'entraide, la solidarité, sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

Le Monde libertaire en kiosque cette semaine



Pour trouver un point de vente,
rendez-vous sur www.trouverlapresse.com

LE MONDE LIBERTAIRE

Chaque semaine, 24 pages d'informations, d'analyses et de points de vue libertaires chez vous...
c'est possible !

ABONNEZ-VOUS !

offre (re)découverte

4 mois, 16 n^{os} pour 20 € seulement

Soutenez la presse libre et anarchiste !

Toutes nos formules d'abonnement sont consultables sur www.monde-libertaire.fr

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Le Monde libertaire – 145, rue Amelot – 75011 Paris

Nom _____ Pr nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Directeur de publication: Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris) – Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 – EDRB.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.